

Alice Wilson
Anthropologue et maître de conférences à l'université du Sussex (Royaume-Uni) ;
auteur de *Sovereignty in Exile: A Saharan Liberation Movement Governs* (University of Pennsylvania Press, 2016)



Regards intimes sur un conflit : *changements sociaux chez les Sahraouis*

Au-delà du Maghreb, des anciens pays colonisateurs (la France et l'Espagne) et du continent africain, le Sahara occidental n'est souvent connu que des spécialistes : diplomates, experts en droit international, activistes des Droits de l'homme... Néanmoins, les protagonistes du conflit, notamment le peuple sahraoui, sont moins abordés que les enjeux géopolitiques auxquels ils font face. Cette tendance n'est pas sans ironie. En 1975, dans le contexte de l'avis consultatif à propos du Sahara occidental de la Cour internationale de justice, le juge américain Hardy Cross Dillard avait dit : « C'est la population qui détermine le destin du territoire et non l'inverse ».

Au cours des quatre dernières décennies depuis le départ de l'Espagne, en février 1976, et l'annexion partielle par le Maroc, le peuple sahraoui a vécu de grands changements sociaux, politiques et économiques, qui sont d'autant plus compliqués que le conflit a abouti à une séparation géographique de la population. Il existe des communautés de Sahraouis au Maghreb, en Europe, en Asie et en Amérique latine, alors que deux espaces se

révèlent particulièrement importants : le Sahara occidental sous contrôle marocain et les camps de réfugiés situés en Algérie, autour de la ville et base militaire de Tindouf (cf. carte p. 75). Chacune des deux zones a connu une trajectoire, des changements sociaux différents. À noter qu'il manque un recensement fiable et récent : en 2000, les Nations unies avaient identifié 33 786 adultes dans les camps et 40 686 dans le Sahara occidental sous administration marocaine (1).





Un désert qui se transforme

Bien que sa signification soit contestée, le terme « sahraoui » est employé le plus souvent par ceux qui s'identifient comme membres de tribus qui, avant et pendant la colonisation espagnole (1884-1976), ont fréquenté le territoire aujourd'hui connu comme Sahara occidental. Jusqu'aux années 1950, la majorité pratiquait une forme de nomadisme pastoral. Malgré le mythe selon lequel les Espagnols n'auraient eu que peu d'impacts sur les Sahraouis, le colonialisme – accompagné de diverses vagues de sécheresse entre les années 1950 et 1970 – provoqua de profonds changements sociaux bien avant le début du conflit. Les autorités coloniales manipulèrent les formes locales de hiérarchie politique et sociale. Elles empêchèrent les anciennes élites militaires de porter des armes. Grâce à l'interdiction du raid chamelier, certaines tribus anciennement soumises aux contraintes du tribut dû aux « protecteurs » prospérèrent sous les Espagnols. Dans les pâturages, des campements composés de tribus hétérogènes firent leur apparition. Au fur et à mesure que l'Espagne ouvrait l'exploitation du phosphate et de la pêche, le nombre de Sahraouis enregistrés comme habitants des nouvelles villes augmentait. Dans ces milieux urbains, quelques jeunes ont commencé à remettre en question les loyautés tribales et ont refusé de nommer leur tribu lors de la prise d'informations pour le recensement de 1974 (2). Dans ce contexte, un sentiment nationaliste est apparu, certains jeunes ayant côtoyé de nouvelles idéologies lors de leurs études dans les universités marocaines. En mai 1973, ils fondèrent le Front populaire de libération de la Saguía el-Hamra et du Río de Oro (Polisario).

L'annexion partielle du Sahara occidental par le Maroc mena à des changements sur l'habitat, les moyens de subsistance, les structures politiques et les affiliations tribales. Certains Sahraouis, surtout ceux qui sont restés dans les villes, se sont retrouvés sous le pouvoir du *makhzen* (pouvoir royal marocain). D'autres ont marché ou ont été emmenés dans des véhicules mobilisés par le Polisario depuis les pâturages jusqu'en Algérie, où des camps de réfugiés ont été formés. Beaucoup



Le résultat de près d'un demi-siècle de conflit larvé est la présence de mines : sécuriser la zone sera une tâche titanesque mais nécessaire en temps de paix.



Zone commerciale dans les camps de Tindouf ; sur la plaque de la voiture, on peut lire « SH », pour Sahara occidental.

de familles connurent alors la séparation de leurs membres. Les processus de sédentarisation éclorent dans les années 1950 ont bifurqué en deux parcours. Les Sahraouis se trouvant dans les zones sous contrôle de Rabat résident désormais dans des villes destinées à devenir de plus en plus « marocaines », dotées d'espaces urbains différents de ceux de la colonie espagnole. Pour une partie importante des réfugiés, leurs premières expériences de « sédentarisation » se sont déroulées dans les camps. Même s'ils manquaient à l'époque de constructions en dur, les résidents y connurent la contrainte de la sédentarisation dense et inflexible. Les tentes ne bougeaient plus.

Des réfugiés révolutionnaires

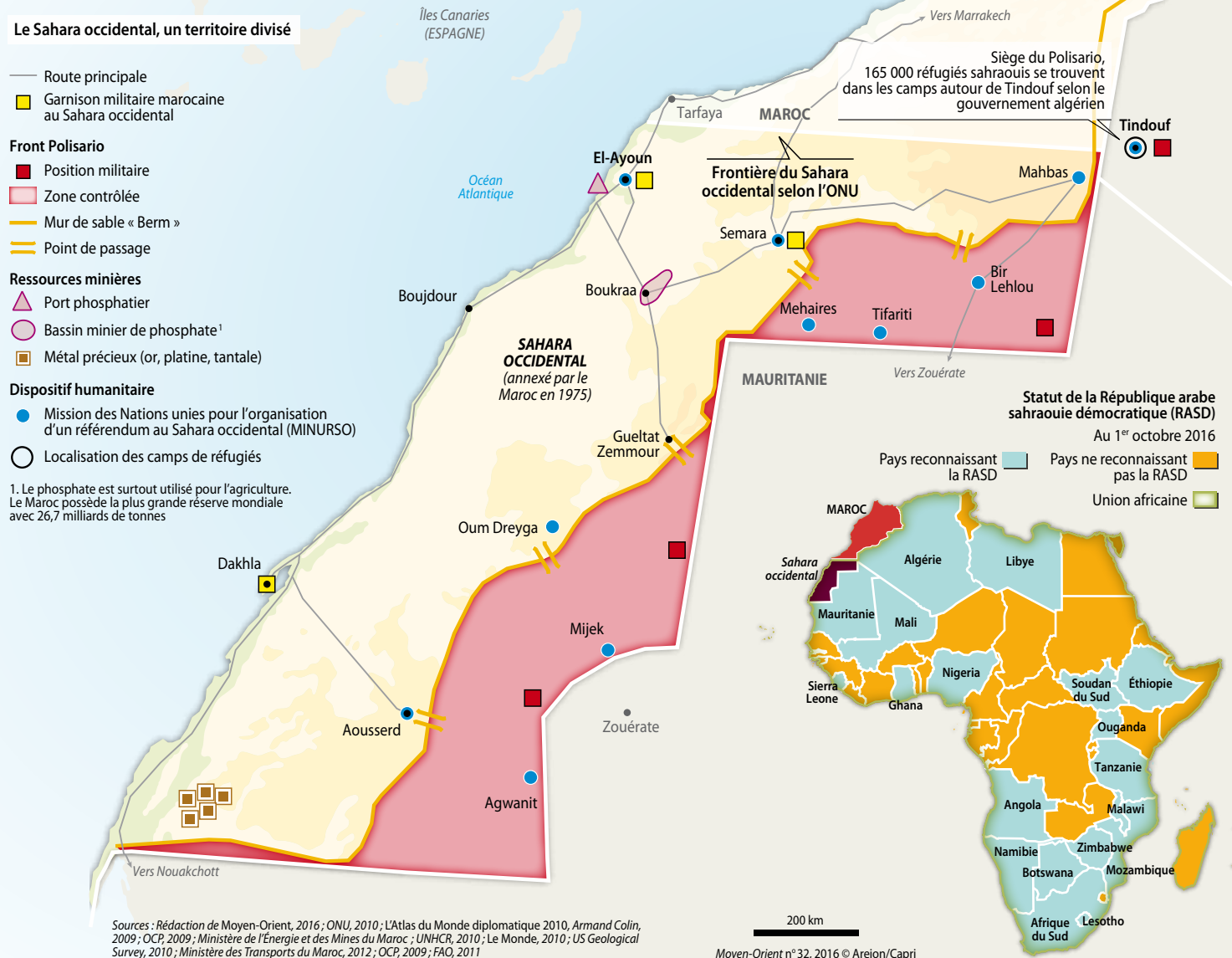
Le fait que le Polisario s'est retrouvé avec la responsabilité de gouverner une population civile exilée dans les camps dès les années 1970 a créé l'occasion de poursuivre un programme de changement social radical. Les cadres politiques et les réfugiés le conçurent comme leur révolution (*thawra*). Les conditions matérielles en exil étaient dures. La plupart des réfugiés étaient arrivés sans bétail et souvent sans tente pour s'abriter ; on improvisait alors un abri à l'aide d'une *milhafa*, le vêtement féminin. Le climat aride de Tindouf était réputé pour ses sévères intempéries. Ce contexte, accentué par le manque de biens matériels, favorisa une volonté de changements sociaux.

Comme d'autres mouvements de libération anticoloniaux en Afrique et au Moyen-Orient, le Polisario chercha à promouvoir une idéologie d'égalitarisme social et à combattre certaines formes locales de hiérarchie et leurs éventuelles manipulations coloniales. Dans le cas du Sahara occidental, les cibles principales étaient le tribalisme, l'esclavage (sa pratique ayant persisté sous les Espagnols) et ce que l'on percevait alors comme le besoin d'émancipation féminine. La guerre et l'exil se prêtèrent à ces projets. Au sein de l'Armée populaire de libération, les hommes de toute provenance sociale combattaient les uns à côté des autres. Les femmes prenaient le relais pour l'organisation quotidienne des services dans les camps. Dans le cadre de la mobilisation de la main-d'œuvre par le Polisario, les femmes de tous milieux sociaux se côtoyaient également. Au fur et à

mesure que les nouveaux quartiers se formaient, les réfugiés étaient assignés à leurs places de façon à ce que chaque zone regroupe des familles de tribus et de statuts divers. Les techniques employées dans les pâturages révélant la hiérarchie sociale disparaissaient en exil. Les esclaves ne vivaient plus dans une tente placée derrière celle de leurs maîtres. Quand on commençait de nouveau à accumuler du bétail, on ne gardait plus son petit troupeau proche de sa tente ; en exil, le bétail de chacun était regroupé dans un enclos collectif.

Les indications matérielles de distinction socio-économiques parmi les réfugiés étaient évitées, au moins dans un premier temps, dans les camps autour de Tindouf. Un exemple : la façon de fêter les mariages dans la période antérieure au cessez-le-feu de 1991. Avant la révolution, la valeur de la dot (*mahr*) variait selon le rapport entre les tribus des époux. Pour mettre fin à cette matérialisation des éventuelles hiérarchies sociales, le Polisario imposa une dot standardisée pour tous les mariages. Par conséquent, la fête révolutionnaire restait relativement simple, prise en charge par une unité locale de l'administration

du Polisario comme s'il ne s'agissait pas d'une affaire tribale. À partir des années 1990, dans le cadre d'ouvertures politiques et économiques, l'argent circula de plus en plus en exil. Certains réfugiés ont ainsi pu se lancer dans le commerce. Aujourd'hui, chaque zone des camps a son marché. L'éveil d'un pouvoir d'achat local et d'un marché local de travailleurs en quête de rémunération a ouvert de nouvelles possibilités à la fois pour la restitution des hiérarchies prérévolutionnaires et pour l'approfondissement de leur remise en cause. Là où, autrefois, le Polisario empêchait le regroupement des membres d'une seule tribu dans un quartier, des zones de commerces se sont formées de façon plus spontanée, de sorte que l'on peut désormais visiter un coin de marché réputé pour abriter les magasins de telle tribu. Par ailleurs, le commerce a permis à des familles de réfugiés dont le statut social prérévolutionnaire aurait été celui d'esclave d'atteindre un niveau socio-économique supérieur, voire de dépasser celui de leurs anciens « maîtres ». Ces marchés étaient non seulement locaux, mais aussi internationaux, grâce aux exilés qui ont migré en dehors des camps.





En octobre et novembre 2010, les habitants du camp de Gdim Izik, près d'El-Ayoun, se sont révoltés contre la présence marocaine ; Rabat n'a pas cédé et a démantelé le lieu.



© DPK

À partir des années 1990, les réfugiés qui pouvaient accéder à des documents de voyage appropriés visaient les pays européens, tels que l'Espagne, la France et l'Italie. Ils souhaitent y trouver du travail mieux rémunéré que ce qu'une ONG leur proposait dans les camps (3). Ces migrants faisaient souvent des allers-retours entre l'Europe et les camps. D'autres jeunes Sahraouis ont pu étudier, parfois pendant de longues années, dans des pays « solidaires ».

Les Sahraouis et l'annexion

Les réfugiés qui en ont les moyens financiers peuvent passer du temps dans les pâturages du Sahara occidental sous le contrôle du Polisario. Mais s'ils se dirigent vers l'ouest, ils ne peuvent pas aller plus loin que le « Berm », construit par les autorités marocaines dans les années 1980 pour tenir l'armée sahraouie indépendantiste à distance. Ce mur divise physiquement les Sahraouis réfugiés et ceux qui vivent l'annexion. Du côté ouest du « Berm », les Sahraouis ont vécu leurs propres changements sociaux, politiques et économiques. On estime que le nombre de Marocains venus vivre au Sahara occidental pourrait être trois fois plus élevé que celui des Sahraouis. Les villes ont ainsi

changé de forme et de caractère : on y trouve des boulevards avec des cafés au style marocain ; le personnel de l'appareil de sécurité est nombreux et comprend des agents en uniforme et en civil ; les édifices des institutions publiques sont couronnés par la devise royale « Allah, Al-Watan wa Al-Malik » (« Dieu, la patrie et le roi »).

Ainsi, les Sahraouis qui vivent sous le contrôle de Rabat ont connu une militarisation et une marocanisation de la vie quotidienne. Depuis 2005, année durant laquelle l'intifada des Sahraouis a commencé, les manifestations sont fréquentes. Fin 2010, quelques semaines avant les « printemps arabes », les Sahraouis ont aussi lancé leur manifestation la plus importante, au camp de Gdim Izik, près d'El-Ayoun. La militarisation de leur vie quotidienne n'est que trop familière : arrestation à cause de leur participation à la mobilisation nationaliste ou crainte de perdre leur emploi s'ils sont soupçonnés de soutenir l'autodétermination.

La marocanisation du quotidien peut prendre des formes plus subtiles. Des collégiens et lycéens sahraouis racontent qu'ils sont parfois réprimandés pour avoir utilisé le *hassaniya*, leur dialecte, dans les salles de classe. Des étudiants changent leur façon de parler quand ils partent à l'université au Maroc afin de cacher leur origine. La vie intime peut également connaître des influences marocaines. Des plats typiquement marocains

sont servis dans les foyers sahraouis. Lors d'un mariage, les coutumes partagées par les Sahraouis et les Mauritaniens, différentes de celles de leurs voisins du nord, sont en partie adaptées aux habitudes marocaines : une jeune épouse sahraouie s'attendra à ce que l'on ajoute à son trousseau de mariée un lit et un matelas (éléments absents chez une nomade).

Cette marocanisation de la vie publique et intime est rejetée par les Sahraouis nationalistes. Dans l'intimité du foyer, on suit la radio et la télévision du Polisario. Dans la rue, les traces de cette résistance sont visibles sur les graffiti. À Semara, par exemple, on peut lire sur un bâtiment de la ville, à la droite immédiate d'une fenêtre, donc d'une rupture dans le mur, les deux mots « Allah » et « Al-Watan ». L'espace de la fenêtre rend dès lors impossible l'ajout du troisième terme, « Al-Malik » ; le roi est ainsi exclu.

Depuis quatre décennies, les Sahraouis annexés, les réfugiés et les exilés vivent des contextes politiques, économiques et sociaux divergents. Dans quelle mesure serait-il légitime de soupçonner qu'ils seraient devenus des Sahraouis « différents » les uns des autres ? Un point de divergence majeur concerne les attitudes envers la tribu. Autant le Polisario a tenté d'affaiblir les appartenances tribales et de promouvoir une identité nationale inclusive, autant le Maroc a encouragé la reconnaissance des différences tribales. En exil, si la sévérité des premières années envers la tribu s'est atténuée avec le temps, il reste de mauvais goût de parler de la tribu en dehors des réunions intimes. Aujourd'hui, un mariage en exil n'est plus pris en charge par une équipe de l'administration locale et la dot standardisée a disparu. Il est commun de commenter qu'untel de telle tribu épouse unetelle de telle tribu. Mais, dans les camps de réfugiés, il n'est toujours pas possible de réciter des poèmes chantant les louanges d'une tribu concernée lors d'un mariage ou de n'importe quel événement public.

Dans les territoires sous contrôle marocain, les Sahraouis peuvent parler plus librement de la tribu. Une jeune femme peut discuter sans gêne du fait que sa famille préfère ou non que son mariage se réalise avec un membre de la même tribu. Une telle préférence ne pourrait être admise ouvertement dans les camps, même si une famille peut s'y identifier. Du côté occidental du « Berm », les poèmes rendant hommage aux tribus sont fréquents lors des noces.

Cette pression qui pousse à changer les coutumes des Sahraouis n'existe pas seulement chez le Polisario. De l'autre côté du « Berm », les Sahraouis s'inquiètent que les autorités marocaines tentent de « corrompre » les jeunes résidant dans les territoires sous leur contrôle en les encourageant à consommer de l'alcool et des drogues, moins disponibles dans les camps.

Les Sahraouis et leur avenir

Qu'un peuple marginalisé et dont l'identité nationale est persécutée craigne la « contamination » de son identité n'est pas particulier au cas sahraoui. Et un exil passé dans des camps peut renforcer les tentatives de garder une identité « pure » (4).

Si les exilés et ceux vivant dans le territoire annexé sont conscients de leurs parcours, il ne faudrait pas pour autant exagérer l'éventuelle existence de Sahraouis « différents ». Si les Sahraouis s'identifient à un passé de nomades, ils ont adopté de nouvelles formes de mobilité physique et virtuelle.

Lorsque des réunions de familles parrainées par les Nations unies se réalisent, des Sahraouis des deux côtés du « Berm » se rencontrent, parfois après de longues années de séparation. En contournant le mur et en passant par la Mauritanie, ils trouvent d'autres occasions informelles de se réunir. En dehors de ces retrouvailles physiques, les réseaux sociaux numériques (qui ont remplacé les cassettes) servent de moyen d'échange de messages, poésie, photographies et documents au contenu politique. Le Polisario trouve les moyens nécessaires pour soutenir les activistes dans les territoires sous contrôle marocain.

À partir de ces échanges, les changements sociaux qui préoccupent les réfugiés sont discutés par les Sahraouis habitant en territoire annexé. Le Polisario essaie de persuader les réfugiés de diminuer le coût des festivités qui accompagnent les noces, sous prétexte que de telles dépenses ne conviennent pas à un peuple voué à une lutte indépendantiste. Ce message est également passé de l'autre côté du « Berm » : les jeunes Sahraouis annexés discutent sur les réseaux sociaux de l'éventuel bénéfice pour eux aussi de diminuer le coût de leurs noces. Dans un contexte où les Sahraouis affirment qu'ils peuvent souffrir d'une discrimination dans un marché de l'emploi qui favoriserait les Marocains, des noces chères se révèlent problématiques.

Des deux côtés du mur, les Sahraouis ont connu des parcours de changements sociaux différents. L'expérience individuelle de ces transformations est diverse ; cette diversité est d'autant plus amplifiée par la guerre, l'exil, la décolonisation paralysée et la révolution. Les Sahraouis qui habitent dans les parties du Sahara occidental sous contrôle marocain vivent entourés de Marocains, tandis que les Sahraouis réfugiés se sont lancés dans un programme radical de réformes sociales. Malgré ces parcours, la persistance de la mobilisation nationaliste sahraouie dans les communautés du Maghreb, et au-delà, suggère que les différences entre les Sahraouis d'un côté du « Berm » et ceux de l'autre sont moins importantes que leurs aspirations partagées à voir un jour le Sahara occidental uni. ■

ALICE WILSON

(1) Dans ses données de la population mondiale de 2015 (*World Population Prospects: The 2015 Revision*), l'ONU estime le nombre d'habitants du Sahara occidental à 573 000. Néanmoins, il n'est pas précisé s'il s'agit des seuls Sahraouis ou des Sahraouis et des Marocains résidant sur le territoire contrôlé par Rabat.

(2) Pablo San Martín, *Western Sahara: The Refugee Nation*, University of Wales Press, 2010.

(3) Aucun pays européen ne reconnaît le passeport de la République arabe

sahraouie démocratique (RASD), l'autorité étatique fondée par le Polisario en 1976. Les réfugiés peuvent demander un passeport algérien en déposant un dossier auprès des autorités sahraouies. Mais l'attente peut être longue ; les administrations algérienne et sahraouie ne donnent pas de raison pour ces délais.

(4) Liisa H. Malkki, *Purity and Exile: Violence, Memory, and National Cosmology Among Hutu Refugees in Tanzania*, University of Chicago Press, 1995.